



Protocole relatif à la procédure devant la chambre internationale du tribunal de commerce de Paris

En présence de Nicole BELLOUBET, garde des sceaux, ministre de la justice,

Le président du tribunal de commerce de Paris,

L'ordre des avocats au barreau de Paris, représenté par Monsieur le bâtonnier et Madame le bâtonnier élu,

Ont conclu et arrêté ce qui suit :

Préambule

La chambre de droit international a été créée au tribunal de commerce de Paris en 1995 ; elle a fusionné en 2015 avec la chambre de droit de l'Union Européenne, elle-même instituée en 1997.

Aujourd'hui dénommée chambre internationale, elle compte dix juges, avec son président, tous anglophones. Les litiges qui lui sont confiés par la chambre de placement sont ceux de nature économique et commerciale de dimension internationale et notamment ceux dans lesquels s'appliquent, ou sont susceptibles de s'appliquer, des dispositions de droit européen ou de droit étranger.

Dans tous les cas où la nature du litige nécessite qu'il soit fait appel à la compétence des juges des chambres spécialisées du tribunal, telles par exemple les affaires relevant du droit de la concurrence ou de rupture brutale de relations commerciales, la chambre internationale s'adjoit, dans le cadre de son délibéré, des juges appartenant aux dites chambres.

Le présent protocole a pour objectif de préciser les modalités selon lesquelles les affaires sont instruites et jugées devant cette chambre où une large place est laissée à l'utilisation de la langue anglaise et à la preuve testimoniale, et ce afin de répondre aux attentes des opérateurs économiques qui souhaitent pouvoir bénéficier d'un système juridictionnel attractif.

Le tribunal appliquera, au fond, le droit français ou toutes autres règles de droit étranger applicables à la cause.

Article 1er : La compétence de la chambre internationale

- 1.1 La chambre de placement, et le cas échéant le délégué du président ayant, en cas d'urgence, autorisé une assignation à bref délai au visa de l'article 858 du code de procédure civile, oriente vers la chambre internationale les litiges de nature économique et commerciale de dimension internationale et notamment ceux dans lesquels s'appliquent, ou sont susceptibles de s'appliquer, des dispositions de droit européen ou de droit étranger.
- 1.2 Dans ce cadre, peuvent notamment relever de la compétence de la chambre internationale, les contentieux suivants :
- litiges en matière de contrats commerciaux et de rupture de relations commerciales ;
 - litiges en matière de transports ;
 - litiges en matière de concurrence déloyale ;
 - actions en réparation à la suite de la mise en œuvre de pratiques anticoncurrentielles ;
 - litiges en matière d'opérations sur instruments financiers, conventions-cadres de place, de contrats, d'instruments et de produits financiers.
- 1.3 La compétence de la chambre peut résulter d'une stipulation contractuelle attribuant compétence aux juridictions situées dans le ressort de la cour d'appel de Paris.

Article 2 : Langue de la procédure

- 2.1 La procédure devant le tribunal de commerce est orale.
- 2.2 Les actes de la procédure sont rédigés en français.
- 2.3 Les pièces en langue anglaise peuvent être versées aux débats sans traduction.
- 2.4 Les plaidoiries se tiennent en français, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2.5 ci-après.
- 2.5 Les parties qui comparaissent devant le juge, les témoins et les éventuels techniciens, y compris les experts, ainsi que les conseils des parties, lorsqu'ils sont étrangers et habilités à plaider devant le tribunal de commerce de Paris, sont autorisés à s'exprimer en anglais, s'ils le souhaitent.
- 2.6 Les notes d'audience et les procès-verbaux sont établis en français par le greffier sous la dictée du président.

Article 3 : Calendrier de la procédure

- 3.1 Le juge peut fixer un calendrier impératif de procédure mentionnant, notamment :
- la ou les dates auxquelles les parties seront invitées à comparaître personnellement,

- la ou les dates auxquelles les parties devront faire connaître la déclaration écrite des témoins dont elles sollicitent l'audition et sur la base de laquelle ils seront entendus,
- la ou les dates auxquelles auront lieu les auditions éventuelles des témoins et experts ;
- la date à laquelle les avocats des parties seront entendus en leurs dernières plaidoiries et à l'issue de laquelle sera prononcée la clôture des débats ;
- la date à laquelle le jugement du tribunal sera prononcé.

3.2 Ce calendrier peut être modifié en cours de procédure, notamment en cas d'incident ou de demandes additionnelles retardant l'examen au fond du dossier.

Article 4 : Administration judiciaire de la preuve

4.1 Production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers

- 4.1.1** Les demandes de production forcée de documents détenus par une partie ou par un tiers sont examinées par le juge chargé d'instruire l'affaire conformément aux dispositions des articles 11 et 138 à 142 du code de procédure civile.
- 4.1.2** Les parties peuvent solliciter la production de catégories de documents précisément identifiées.

4.2 Comparution personnelle des parties

- 4.2.1** La comparution personnelle des parties se déroule dans les conditions édictées aux articles 184 à 198 du code de procédure civile. Le juge procède à l'interrogatoire des parties, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi. Chaque partie peut ensuite être invitée par le juge à répondre aux questions que les autres parties souhaitent poser.
- 4.2.2** La comparution personnelle d'une personne morale s'entend de la comparution de son représentant légal ou de tout mandataire social ou employé de la personne morale ayant le pouvoir de la représenter.

4.3 Déclarations écrites de tiers

- 4.3.1** Les déclarations de personnes tierces à la procédure prennent la forme d'attestations répondant aux exigences de l'article 202 du code de procédure civile.
- 4.3.2** Par dérogation à l'article 202 du code de procédure civile, les attestations de tiers pourront être dactylographiées, les parties renonçant à se prévaloir de tout vice de forme de ce chef.

4.4 Auditions de témoins (articles 199 et suivants du code de procédure civile)

- 4.4.1 Toute personne peut être entendue comme témoin, sur décision du juge chargé d'instruire l'affaire, ou du tribunal selon le cas, statuant d'office ou à la demande d'une partie.
- 4.4.2 Les auditions de témoins (tiers, sachant, etc.) proposées par une partie auront lieu sur la base d'une déclaration écrite de leur part, qui peut être dactylographiée, et qui contiendra les indications prévues à l'article 202 du code de procédure civile.
- 4.4.3 L'audition de témoins est régie par les articles 206 et suivants du code de procédure civile. Il est notamment rappelé qu'en application des articles 206 et 207 du code de procédure civile quiconque en est légalement requis est tenu de déposer, sous peine de condamnation à une amende civile.
- 4.4.4 Le juge procède à l'interrogatoire des témoins, en posant les questions qu'il estime utiles sur tous les faits dont la preuve est admise par la loi. Les témoins pourront ensuite être invités par le juge à répondre aux questions que les parties souhaitent poser.
- 4.4.5 Le juge chargé d'instruire l'affaire, ou le tribunal selon le cas, apprécie librement la déclaration écrite d'un témoin qui, pour un motif légitime, n'a pas comparu, et tire toutes conséquences d'une non-comparution dépourvue de motif légitime.
- 4.4.6 Chaque partie s'assure de la convocation des témoins dont elle sollicite l'audition dans des conditions de délai permettant d'assurer celle-ci, et prend en charge l'avance éventuelle de leurs frais.

4.5 Auditions des techniciens (articles 245 et 283 du code de procédure civile)

- 4.5.1 Le juge chargé d'instruire l'affaire, ou le tribunal selon le cas, ordonne l'audition des techniciens¹ judiciairement désignés, lorsqu'elle est demandée par les parties, à moins qu'il n'y procède d'office.
- 4.5.2 Le juge chargé d'instruire l'affaire, ou le tribunal selon le cas, apprécie l'opportunité de faire droit aux demandes d'audition des techniciens désignés par les parties. Au soutien de leurs demandes, les parties produisent le rapport établi par le technicien qu'elles souhaitent entendre ainsi que ses nom, prénom et domicile.
- 4.5.3 Les modalités prévues aux articles 4.4.2 à 4.4.6 ci-dessus s'appliquent en tant que de raison aux techniciens dont l'audition est organisée.

Article 5 : Les débats

¹ Notamment des experts.

Les débats sont publics sauf si le tribunal décide qu'ils auront lieu en chambre du conseil conformément aux dispositions de l'article 435 du code de procédure civile.

Article 6 : Traductions

- 6.1 En cas de contestation entre les parties sur la traduction des pièces proposées librement par l'une d'elles, le juge peut ordonner une traduction jurée de celles-ci, aux frais avancés de la partie qu'il détermine (article 269 du code de procédure civile).
- 6.2 Les débats en français, y compris l'intervention éventuelle des experts ou témoins, peuvent faire l'objet d'une traduction simultanée, pour le confort de l'une des parties, à ses frais avancés. La traduction simultanée sera assurée par un traducteur désigné par le tribunal, dont le nom sera proposé par la partie ayant sollicité la traduction des débats.
- 6.3 Lorsque l'une des parties, son conseil, un expert ou un témoin souhaite s'exprimer dans une langue étrangère, une traduction simultanée est assurée par un traducteur choisi d'un commun accord entre les parties aux frais avancés de celle ayant sollicité de s'exprimer dans une langue autre que le français. En cas de désaccord entre les parties sur le choix du traducteur, dans les délais impartis par le juge chargé d'instruire l'affaire, celui-ci procède à sa désignation.

Article 7 : Le jugement

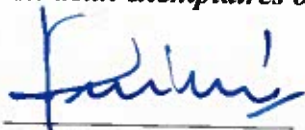
Le jugement prononcé par la chambre internationale et les ordonnances du juge chargé d'instruire l'affaire sont rédigés en français et accompagnés d'une traduction jurée en anglais réalisée sous la responsabilité du greffe et dont le coût est inclus dans les dépens.

Article 7 : Entrée en vigueur

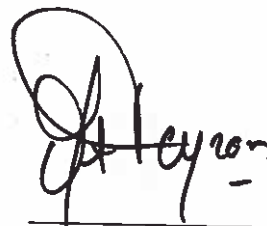
Le présent protocole s'applique aux instances introduites à partir du 1^{er} mars 2018.

*
* *

Fait à Paris, le 7 février 2017
En deux exemplaires originaux



M. Jean MESSINESI
Président du tribunal de
commerce de Paris



Me Marie-Aimée PEYRON
Bâtonnier de Paris